



## Après 37 exécutions, le Canada doit réexaminer ses relations avec l'Arabie saoudite

Par [CJPMO](#)

Mondialisation.ca, 24 avril 2019

[Communiqué du CJPME](#)

Région : [Le Canada](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#)

Montréal, le 24 avril 2019 — Les Canadiens pour la Justice et la Paix au Moyen-Orient (CJPMO) sont profondément choqués par la terrible exécution de 37 Saoudiens par l'Arabie saoudite hier - il s'agit de la plus grande exécution en masse depuis janvier 2016. À la lumière de ces récentes exécutions et de la multiplication des violations des droits de la personne en Arabie saoudite, CJPMO demande au gouvernement canadien de réexaminer sa relation avec l'Arabie saoudite.

Le mardi 23 avril, la monarchie saoudienne a annoncé l'exécution de 37 Saoudiens, dont 33 membres de la minorité chiite sévèrement opprimée dans le pays. Un grand nombre des personnes exécutées ont été reconnues coupables de « terrorisme » simplement pour avoir pris part à des manifestations politiques, dont certaines ont eu lieu lorsque les accusés avaient moins de 18 ans. Amnistie internationale a [rejeté](#) leurs condamnations, et a accusé l'Arabie saoudite d'avoir tenu « des simulacres de procès ayant bafoué les normes internationales d'équité, fondés sur des « aveux » extorqués sous la torture ». CJPMO souligne qu'avec ces dernières exécutions, l'Arabie saoudite a déjà exécuté 100 personnes depuis le début de l'année 2019, en quelques mois seulement. Ce taux est beaucoup plus élevé que celui des années précédentes et reflète les politiques de plus en plus impitoyables du prince Mohammed ben Salmane (MBS) contre la dissidence politique.

En dépit de la répression sévère de la liberté d'expression et des violations flagrantes des droits de la personne en Arabie saoudite, CJPMO remarque que le Canada a choisi de maintenir son accord de vente d'armes d'une valeur de 15 milliards de dollars à l'Arabie saoudite. Thomas Woodley, le président de CJPMO, a réagi aux exécutions massives : « Le mépris glacial de l'Arabie saoudite pour les droits de la personne devrait être une raison suffisante pour que le Canada gèle ses ventes d'armes à l'Arabie saoudite. Que faut-il de plus au gouvernement Trudeau pour annuler les ventes d'armes au Royaume ? ». À la suite de ces dernières révélations, le gouvernement canadien devrait réexaminer ses relations avec l'Arabie saoudite, en tirant parti de ses liens commerciaux pour faire pression sur le Royaume afin qu'il respecte les droits de la personne. Woodley ajoute : « Sans la menace de répercussions, il est peu probable que l'Arabie saoudite change de comportement et envisage des réformes des droits de la personne. ».

CJPMO souligne que ces exécutions massives font partie d'une série d'actions agressives prises par MBS pour consolider et centraliser son autorité. Depuis son arrivée au pouvoir en 2017, MBS a mené une guerre inhumaine au Yémen, a lancé un blocus économique contre le Qatar et a arrêté et même exécuté des centaines d'intellectuels, de ministres et de défenseurs des droits de la personne dissidents. De nombreux alliés du Canada ont déjà

suspendu ou mis fin aux transferts d'armes à destination de l'Arabie saoudite, y compris le Danemark, la Finlande, l'Allemagne, la Suisse, la Grèce et l'Autriche.

###

Pour plus d'informations, veuillez communiquer avec :

Miranda Gallo

Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient

Téléphone: 438-380-5410

[Courriel CJPMO](#) - [Site Web CJPMO](#)

La source originale de cet article est [Communiqué du CJPME](#)

Copyright © [CJPMO](#), [Communiqué du CJPME](#), 2019

---

Articles Par : [CJPMO](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)